
DES PROFITS PRIVÉS AU POUVOIR PUBLIC

Financer le développement, pas l'oligarchie



Il y a dix ans, les pays du monde entier se sont accordés sur une vision du bien commun, les Objectifs de développement durable, et sur un plan pour réaliser cette vision, le plan d'action d'Addis-Abeba. Dix ans plus tard, le bilan s'apparente à un échec. Près de la moitié de la population mondiale (soit plus de 3,7 milliards de personnes) vit dans la pauvreté, tandis que l'injustice de genre, la faim et d'autres violations des droits humains fondamentaux sont monnaie courante. Depuis 2015, les 1 % les plus riches ont amassé au moins 33 900 milliards de dollars en termes réels, soit 22 fois le montant requis chaque année pour mettre fin à la pauvreté dans le monde. Les milliardaires (soit environ 3 000 personnes) ont gagné 6 500 milliards de dollars en termes réels, soit plus que le coût annuel pour atteindre les ODD, estimé à 4 000 milliards de dollars.

Les inégalités économiques extrêmes sapent les efforts déployés dans le monde en matière de développement. Il y a dix ans, les grandes institutions de développement ont redéfini leur mission afin de se concentrer sur le recrutement de puissants investisseurs privés dans les pays du Nord pour atteindre les objectifs de développement, une idée que le chef économiste de la Banque mondiale a depuis qualifiée de « fantaisiste ». Le programme d'action pour le développement est de nos jours largement influencé par les intérêts d'investisseurs privés fortunés. Malgré les nombreuses preuves démontrant que cette approche n'a pas fonctionné, qu'elle peut se révéler très préjudiciable et qu'elle n'est pas préférable à un financement public, elle connaît un nouvel élan alarmant alors que le système d'aide traditionnel s'effondre.

Le monde a besoin d'un nouveau programme qui privilégie le pouvoir public plutôt que les profits privés. La quatrième Conférence sur le financement du développement, qui se tiendra 30 juin au 3 juillet à Séville en Espagne, peut être l'occasion de transformer le multilatéralisme, sur lequel il sera ensuite possible de s'appuyer tout au long de l'année 2025. Les pays désireux de prendre les choses en main peuvent réaliser de réels progrès vers les objectifs de développement en collaborant pour lutter contre les inégalités extrêmes. Les pays et les acteurs du développement doivent rejeter le « consensus de Wall Street » en matière de financement du développement et adopter une approche axée en priorité sur le secteur public. Ils peuvent commencer par taxer les plus grandes fortunes : selon un nouveau sondage mondial, 9 personnes sur 10 sont favorables à l'imposition des ultra-riches afin de générer les revenus nécessaires pour investir dans les services publics et la lutte contre le changement climatique. Il est également indispensable de réformer l'architecture financière internationale et de rétablir l'aide.

1. LES INÉGALITÉS EXTRÊMES COMPROMETTENT LE DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE

Il y a dix ans, les pays du monde entier se sont accordés sur une vision du bien commun, les Objectifs de développement durable (ODD), et sur un plan pour réaliser cette vision, le plan d'action d'Addis-Abeba¹. Dix ans plus tard, les ODD et le plan d'action d'Addis-Abeba sont des échecs.

En 2024, sur la multitude d'objectifs louables, comme l'éradication de la faim et de l'extrême pauvreté, la réalisation de l'égalité entre les genres et la garantie d'un accès aux soins de santé, à l'éducation et à un travail décent, seulement 16 % des ODD semblaient réalisables à l'horizon 2030². Selon plusieurs estimations récentes, plus de 3,7 milliards de personnes (près de la moitié de la population mondiale) vivent dans la pauvreté³, plus de 700 millions souffrent de la faim et il faudra 123 ans avant d'atteindre l'égalité entre les genres⁴. Le fossé entre le montant nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux et celui mobilisé à cette fin, appelé « déficit de financement » pour les ODD, s'est considérablement creusé, passant d'environ 2 000 milliards de dollars en 2015 à 4 000 milliards de dollars par an ; il devrait même atteindre 6 400 milliards de dollars d'ici 2030⁵. De plus, les pays sont sous le choc d'une crise de la dette souveraine, de la menace de guerres commerciales, des coûts de l'inaction climatique et de l'effondrement rapide de l'aide qui pourrait faire basculer des millions de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté.

UNE CONCENTRATION DES FORTUNES PRIVÉES FACE À LA PAUPÉRISATION DU SECTEUR PUBLIC

Les échecs de la dernière décennie résultent en grande partie de l'incapacité à lutter contre les inégalités extrêmes, du fait du choix de privilégier les intérêts privés au détriment du bien public. L'ODD 10, qui porte sur la réduction des inégalités, est parmi ceux sur lesquels nous sommes le plus à la traîne⁶. Alors même que le monde n'est pas parvenu à éradiquer la pauvreté au cours de la dernière décennie, il a réussi à générer 1 202 nouveaux et nouvelles milliardaires et est actuellement en passe de compter cinq super-milliardaires d'ici dix ans⁷. Depuis 2015, les 1 % les plus riches ont amassé au moins 33 900 milliards de dollars en termes réels, soit 22 fois le montant requis chaque année pour mettre fin à la pauvreté dans le monde⁸. Ces personnes détiennent désormais plus de richesses que les 95 % les plus pauvres dans le monde⁹.

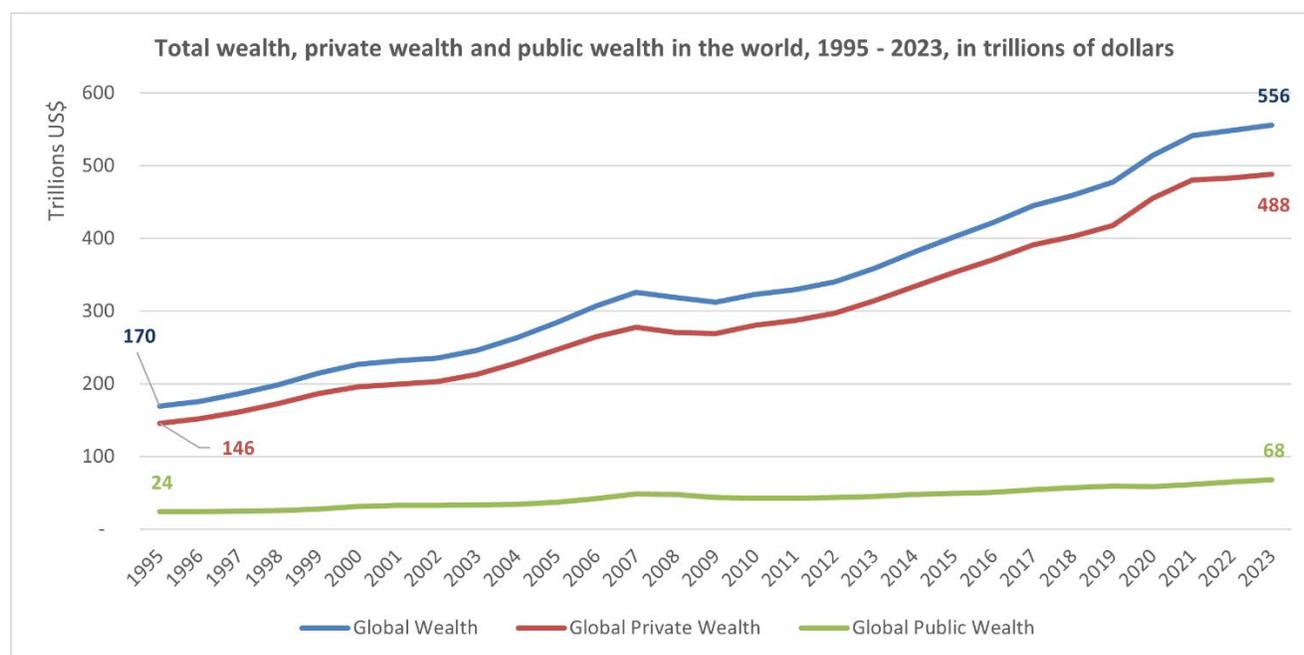
Les milliardaires (selon Forbes, environ 3 000 personnes et surtout des hommes) ont gagné 6 500 milliards de dollars depuis 2015, soit plus qu'assez pour combler la totalité du déficit de financement annuel pour les ODD, et quatre fois le montant nécessaire chaque année pour mettre fin à la pauvreté dans le monde¹⁰. Cette richesse est également concentrée de manière très disproportionnée dans les pays du Nord, qui abritent la majorité des milliardaires et des richesses mondiales, alors que seulement un cinquième de la population mondiale y vit¹¹. Cette immense concentration des richesses engendre un pouvoir politique et crée un système oligarchique qui permet aux individus extrêmement riches d'influencer les décisions politiques

et économiques de manière à accroître leur richesse et à entraver les efforts visant à bâtir une société plus équitable¹².

Les pays qui devraient peser dans la réalisation de ces objectifs de développement ont cédé un pouvoir considérable à des acteurs privés et restreint leur propre assiette fiscale. Le déclin de la fiscalité des grandes fortunes et des multinationales au cours des dernières décennies combiné à une augmentation désastreuse du remboursement de la dette souveraine ont considérablement affecté la capacité des États à fournir des services publics comme l'eau potable, l'éducation et les soins de santé¹³. Les interventions des États et des banques centrales ont contribué de manière significative à l'augmentation des fortunes privées. Les interventions répétées après la crise financière de 2008, et plus récemment le plan de relance de 16 000 milliards de dollars pour faire face à la pandémie de Covid-19, ont fait grimper les prix des actifs prisés par les riches, comme l'immobilier et les actions¹⁴.

D'après une nouvelle étude d'Oxfam sur les données relatives aux richesses dans le monde, si le monde s'est considérablement enrichi au cours des dernières décennies, ce n'est pas le cas des États. Entre 1995 et 2023, les fortunes privées ont augmenté de 342 000 milliards de dollars dans le monde, soit huit fois plus que les ressources publiques (les richesses nettes des États), qui n'ont augmenté que de 44 000 milliards de dollars (Figure 1)¹⁵. La part des ressources publiques par rapport aux richesses totales a ainsi baissé entre 1995 et 2023¹⁶.

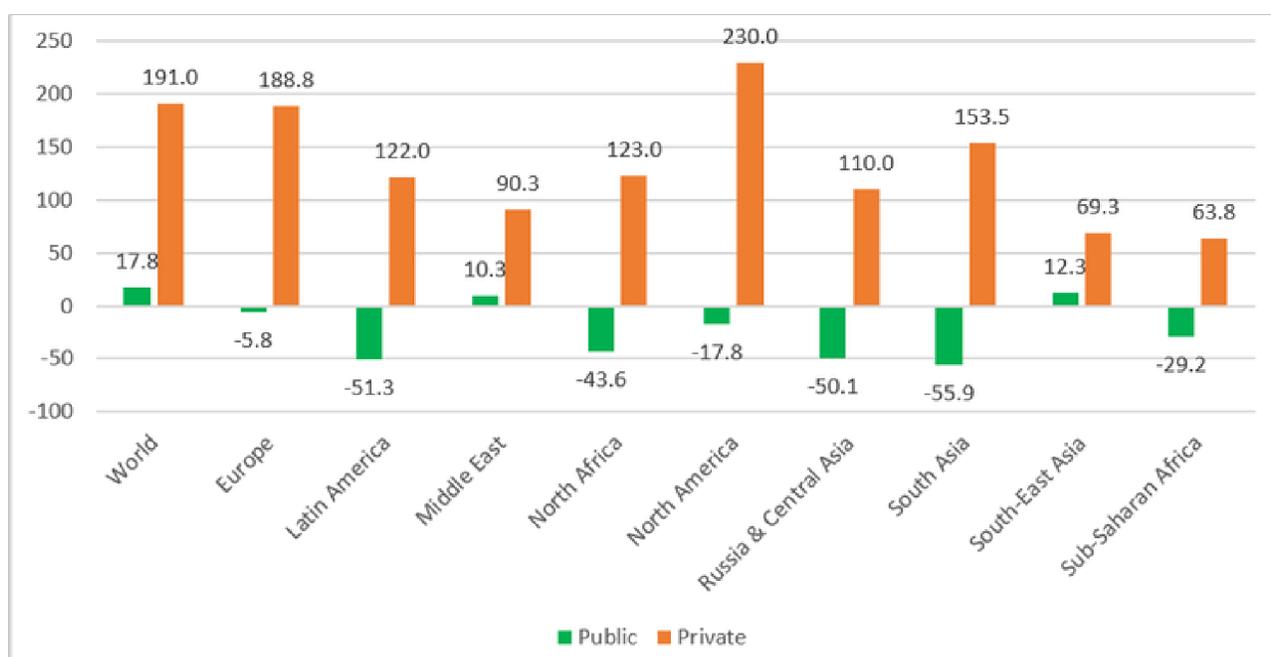
Graphique 1. **ÉVOLUTION DE LA RICHESSE TOTALE, DES FORTUNES PRIVÉES ET DES RESSOURCES PUBLIQUES DANS LE MONDE, 1995-2023 (EN MILLIERS DE MILLIARDS DE DOLLARS)**



Source: <https://wid.world/data/>

Les ratios richesse/revenu mondiaux et régionaux soulignent cette évolution, confirmant que l'augmentation rapide des richesses a profité de manière disproportionnée au secteur privé¹⁷. Entre 1995 et 2023, les fortunes privées dans le monde (exprimées en pourcentage du revenu) ont augmenté de 191 points de pourcentage (passant de 363 à 554 %), tandis que les ressources publiques n'ont progressé que de 18 points de pourcentage (passant de 68 à 86 %)¹⁸. Le ratio fortunes privées/revenu a augmenté dans chacune des 10 régions du monde, tandis que le ratio ressources publiques/revenu a *diminué* dans sept d'entre elles (Graphique 2).

Graphique 2. **ÉCART ENTRE LES FORTUNES PRIVÉES ET LES RESSOURCES PUBLIQUES PAR RÉGIONS, 1995 - 2023 (EN POURCENTAGE DU REVENU RÉGIONAL)**



Source: <https://wid.world/data/>

UNE RÉÉCRITURE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR SERVIR DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Le plan d'action d'Addis-Abeba n'explique pas à lui seul les multiples échecs du financement et la non-réalisation des objectifs de développement au sens large. À bien des égards, ces échecs découlent d'un engagement plus profond en faveur de valeurs et de politiques néolibérales (qui placent notamment les actionnaires au premier plan) visant à tirer le maximum pour les profits à court terme des actionnaires et des dirigeant-es fortuné-es¹⁹, ainsi que de l'allègement de la fiscalité des particuliers les plus riches et des entreprises les plus rentables²⁰. Ces tendances creusent toujours plus les inégalités économiques et politiques, notamment en fonction du genre et de l'origine ethnique, ouvrant la voie à un régime oligarchique²¹. Mais bien plus qu'une simple occasion manquée de s'attaquer aux facteurs structurels sous-jacents qui alimentent

les inégalités, le plan d'action d'Addis-Abeba a entériné l'idée selon laquelle le développement humain pouvait (et devait) être repensé comme un projet d'investissement.

Comme détaillé dans cette note d'information, les priorités en matière de développement sont dans une large mesure dictées par les intérêts d'investisseurs privés fortunés. Une tendance malavisée consistant à présenter Wall Street et les investisseurs fortunés comme la solution aux défis du développement est de plus en plus acceptée, malgré l'absence de preuves qu'une telle approche soit viable ou plus pertinente que le financement public. En effet, comme l'ont souligné des universitaires et la société civile, le fait d'aborder le développement avant tout comme une opportunité pour de puissants acteurs financiers a engendré des problèmes de taille sans pour autant générer les financements nécessaires²². Au lieu de cela, les riches investisseurs des pays du Nord ont dissimulé leurs ambitions sous couvert de financer le développement alors même que les objectifs de développement étaient négligés. Parallèlement, les personnes les plus riches sont passées du statut de parties prenantes contribuable à celui de créanciers et d'actionnaires, sans la moindre considération pour les exigences démocratiques.

Alors que les pays du G7 s'apprêtent à entailler comme jamais les niveaux d'aide²³, il est inquiétant de voir se dessiner une nouvelle dynamique orientant le peu d'aide restante vers le secteur financier privé. Cela n'augure rien de bon.

Cette note d'information examine en détail deux évolutions qui montrent comment la quête du profit a enrayé le développement mondial : la volonté de faire du développement un actif pour le financement privé et le recours à des créanciers privés qui exacerbent la crise mondiale de la dette. Malgré une conjoncture géopolitique difficile, 2025 offre une occasion unique, qui ne se présente qu'une fois tous les dix ans, de rectifier le cap. La quatrième Conférence sur le financement du développement qui se tiendra prochainement à Séville en Espagne est une occasion unique et cruciale de tracer une nouvelle voie, différente de celles empruntées jusqu'à présent.

2. UNE CONFIANCE AVEUGLE DANS LE FINANCEMENT PRIVÉ

LE CONSENSUS DE WALL STREET

Diverses institutions multilatérales et bilatérales influentes œuvrant dans le domaine du développement font pression en faveur d'une plus grande implication du secteur privé dans la fourniture des services publics. Il y a dix ans, cette dynamique a évolué et s'est renforcée, les grandes banques multilatérales de développement (BMD) ayant redéfini leur mission autour de la conviction (ne reposant sur aucune preuve) selon laquelle les ressources publiques pouvaient être utilisées plus efficacement en faisant appel à de puissants investisseurs des pays du Nord pour atteindre les objectifs de développement²⁴. Parallèlement à l'annonce des

ODD, la Banque mondiale a appelé à un « changement de paradigme » pour passer des milliards aux milliers de milliards, consistant à utiliser les ressources publiques pour « catalyser » les flux privés par le biais de divers instruments financiers²⁵.

Divers instruments tels que les « partenariats public-privé » (PPP) et des concepts comme le « financement mixte » et la « réduction des risques » se sont généralisés, malgré les critiques selon lesquelles cela revenait à un simulacre de financement du développement pour en réalité servir les intérêts des capitaux privés²⁶. La chercheuse Daniela Gabor parle de « consensus de Wall Street », qui reformule le consensus de Washington (ou post-Washington) dans le langage des Objectifs de développement durable et identifie la finance mondiale comme l'acteur essentiel à la réalisation des ODD²⁷.

UN MODÈLE FISCAL « FANTASISTE » QUI ENRICHIT LES INVESTISSEURS FORTUNÉS

Compte tenu de la forte concentration des actifs entre les mains des grandes fortunes (les 1 % les plus riches détiennent 43 % de tous les actifs mondiaux), le consensus de Wall Street assouvit l'appétit des investisseurs pour toujours plus de rendements²⁸. L'un de ses principaux échecs, sur lequel même ses partisan·es s'accordent, est son incapacité à générer les fonds nécessaires à la réalisation des ODD. Même le chef économiste de la Banque mondiale a qualifié ce passage des milliards aux milliers de milliards de « fantaisiste »²⁹. Selon le groupe de travail sur la mobilisation des banques multilatérales de développement (BMD), ces dernières et les institutions de financement du développement (IFD) n'ont mobilisé que 87,9 milliards de dollars de financements privés en 2023 dans les pays à revenu faible et intermédiaire, une somme dérisoire face au déficit de financement estimé à 4 000 milliards de dollars par an³⁰.

Du fait de craintes quant à la rentabilité et aux risques inhérents aux projets, les pays et les projets ayant le plus besoin de financement pour le développement ont reçu une part particulièrement faible du secteur privé³¹. En 2023, seulement 10,2 milliards de dollars de financements privés mobilisés ont été alloués aux pays à faible revenu³². Cela concorde avec les conclusions de l'OCDE selon lesquelles seulement 12 % des financements privés mobilisés sur trois ans ont été alloués aux pays à faible revenu³³. Les affirmations selon lesquelles les ressources publiques pourraient catalyser les investissements privés n'ont pas non plus été corroborées. Malgré les affirmations des institutions de financement du développement en 2015 selon lesquelles 1 dollar de ressources publiques pouvait mobiliser entre 2 et 5 dollars supplémentaires auprès du secteur privé³⁴, une étude réalisée en 2019 a révélé qu'en moyenne, chaque dollar mobilisait seulement 0,75 dollar de financement privé, et même seulement 0,37 dollar dans les pays à faible revenu³⁵.

L'idée selon laquelle les financements privés pourraient servir de levier pour atteindre les objectifs de développement reste néanmoins largement répandue. Tout en reconnaissant que les résultats sont insuffisants, les personnes qui soutiennent cette idée estiment que des réformes pourraient encore tripler ou quadrupler le financement³⁶. Et bien que le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, ait reconnu que le passage « des milliards aux milliers de

milliards » était « irréaliste » et s'apparentait à un « excès de confiance », il maintient que les « conditions appropriées » encourageront les investissements privés³⁷.

Cependant, de nombreux éléments indiquent que même si des financements privés devaient être accordés, ceux-ci seraient souvent plus coûteux que les financements publics et présenteraient des risques budgétaires considérables pour les États³⁸. Par exemple, les partenariats public-privé dans le domaine des soins de santé ont toujours fait peser sur les budgets de santé publique des charges élevées et intenable, bien supérieures à ce qui avait été promis. En Turquie, 10 hôpitaux gérés dans le cadre de PPP représenteraient à eux seuls plus d'un quart du budget total de la santé du pays³⁹, tandis qu'au Lesotho, un seul hôpital engouffre la moitié du budget de la santé⁴⁰. Les PPP dans le domaine de l'éducation ont également été associés à un gaspillage des ressources publiques⁴¹.

TOUT EN EXACERBANT LES INÉGALITÉS

La subordination des objectifs publics en faveur des profits privés renforce la pauvreté et les inégalités, tant au sein des pays qu'entre eux. Les approches qui privilégient les financements privés peuvent en effet compromettre la capacité des États à contrôler leur développement. Les institutions de développement et les pays du Sud sont contraints d'adapter leurs politiques et leurs objectifs de développement afin de s'aligner sur les intérêts des investisseurs, qui sont majoritairement concentrés dans les pays du Nord, renforçant ainsi les schémas coloniaux de contrôle de l'économie⁴²⁴³⁴⁴. Cela peut réduire l'accès aux services essentiels tout en étant source de corruption⁴⁵. Les services publics, qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les inégalités extrêmes, peuvent se détériorer sous l'effet du financement privé⁴⁶. À l'inverse, les investissements dans les services publics se révèlent essentiels pour lutter contre les inégalités⁴⁷.

Le fait de laisser l'accès aux droits humains fondamentaux à la merci des investisseurs privés, dont la motivation principale est la recherche de profits, suscite également de vives inquiétudes⁴⁸. De plus en plus d'éléments indiquent que ces préoccupations sont fondées. Il est ainsi fait état de problèmes tels que l'exclusion systémique des personnes qui ne peuvent pas payer, plongeant ces dernières dans des difficultés financières pour accéder aux services, ainsi que des conditions de travail déplorables, des problèmes environnementaux et des problèmes de qualité importants⁴⁹.

Le recours au financement privé pour garantir les droits fondamentaux comporte également des risques particuliers liés au genre. Par exemple, les services payants peuvent exclure de manière disproportionnée les femmes, qui ont généralement des revenus plus faibles. À mesure que les services publics se détériorent, la charge des soins non rémunérés qui pèse de manière disproportionnée sur les femmes peut s'aggraver, et leur participation au marché du travail peut en pâtir, car le secteur privé recrute moins de femmes que le secteur public⁵⁰.

En Inde, des hôpitaux à but lucratif soutenus par le Groupe de la Banque mondiale ont par exemple refusé des services d'urgence à des patient·es malgré leur obligation légale de fournir des soins⁵¹. Au Kenya, des hôpitaux privés soutenus par des institutions de financement du développement ont séquestré des patient·es, y compris des nouveau-nés et les dépouilles de personnes décédées⁵². Au Liberia, pendant la pandémie de Covid-19, un partenariat public-privé dans le domaine de l'éducation a pris des décisions contraires à la politique du gouvernement en fermant ses écoles et en réduisant les salaires des enseignant·es jusqu'à 90 %⁵³. Au Pérou, un PPP a imposé des augmentations continues et injustifiées des péages routiers, rendant ces derniers inaccessibles à la majorité de la population tout en augmentant ses profits de près de 23 millions de dollars⁵⁴.

Les risques ne se limitent pas aux pays du Sud. Par exemple, une étude a révélé qu'aux États-Unis, les compagnies d'eau privées facturent en moyenne 59 % de frais supplémentaires par rapport aux fournisseurs publics et appliquent souvent des mesures de réduction des coûts dangereuses qui peuvent avoir un impact direct sur la santé publique⁵⁵. D'après une étude systématique des données disponibles à l'international, les investissements privés dans les établissements de santé et de soins infirmiers ont des répercussions négatives sur les coûts pour les patient·es et les contribuables, ainsi que des répercussions mitigées à négatives sur la qualité et les résultats pour les patient·es⁵⁶. Une étude menée sur les maisons de retraite aux États-Unis a par exemple révélé que l'acquisition par des fonds d'investissement privés avait entraîné une augmentation de 11 % du taux de mortalité⁵⁷.

RIEN NE REMPLACE L'AIDE EXTÉRIEURE

Malgré les preuves de plus en plus nombreuses attestant que le financement privé peut conduire à une dégradation des résultats, les pays à revenu élevé et les institutions de développement s'empressent de désigner Wall Street comme le successeur du système d'aide publique au développement (APD)⁵⁸. Interrogé sur les conséquences des récentes coupes drastiques dans l'aide publique au développement (APD) au Royaume-Uni, le ministre britannique des Finances n'a pas tardé à présenter ces coupes comme offrant « d'énormes opportunités » pour mobiliser les investissements privés⁵⁹. Les gouvernements et les institutions financières internationales semblent vouloir intensifier leurs efforts pour cette option douteuse du financement privé, en mettant particulièrement l'accent sur la mobilisation des financements privés dans le document final proposé à Séville⁶⁰.

Selon les critiques, cela reviendrait à limiter le rôle des banques multilatérales de développement et des États (garanties, titrisation, réduction des risques), laissant ainsi le champ libre au financement privé dans le domaine du développement et utilisant les ressources publiques pour garantir leurs profits⁶¹. Au lieu d'aider les pays du Sud à mettre en place leurs propres services publics, les institutions de développement subventionnent les investisseurs privés afin qu'ils en tirent profit, ce qui renforce encore les inégalités et tire les normes et la qualité vers le bas. Cela doit nous alerter sur le fait que les institutions chargées de lutter contre l'exploitation des pays du Sud pourraient en réalité la précipiter.

Il est plus que jamais nécessaire de faire un bilan honnête des échecs du financement privé et du rôle des institutions de développement dans sa promotion. Les lacunes du financement privé rendent les appels pour qu'il se substitue à l'aide non seulement malvenus, mais aussi fallacieux au point de dénoter une ignorance délibérée⁶². Cette transformation de l'aide publique au développement (APD) en une ressource permettant de réduire les risques subventionne en réalité les entreprises des pays du Nord sous prétexte d'aider les pays du Sud⁶³.

3. UNE CRISE DE LA DETTE EXACERBÉE PAR DES CRÉANCIERS PRIVÉS

Parallèlement à la tendance à placer les acteurs financiers privés au centre de l'architecture du développement, certains créanciers privés ont également joué un rôle clé pour entraver les efforts de développement, notamment en exacerbant les crises de la dette souveraine afin de générer des profits et d'enrichir des investisseurs fortunés.

Les pays endettés transfèrent chaque année à leurs créanciers privés 90 milliards de dollars de plus qu'ils n'en reçoivent, ce qui nuit aux services publics et enrichit de manière disproportionnée les investisseurs des pays du Nord⁶⁴. Les pays à faible revenu consacrent en moyenne plus de 50 % de leurs recettes au service de la dette⁶⁵ ; certains États dépensent beaucoup plus, à l'image du Burundi (63,54 %), du Sri Lanka (193 %) et du Maroc (61 %) ⁶⁶. Le remboursement de la dette prend le pas sur d'autres priorités, certains pays consacrant 60 % de plus au service de la dette qu'à la santé, l'éducation et la protection sociale réunies⁶⁷, et 12,5 fois plus qu'à l'adaptation au changement climatique⁶⁸. Environ 60 % des pays à faible revenu sont d'ores et déjà en situation de surendettement ou en passe de l'être, et le fardeau de la dette supporté par les pays à revenu intermédiaire a récemment atteint son plus haut niveau depuis 30 ans⁶⁹. Malgré ses limites, l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) a démontré les effets bénéfiques de l'allègement de la dette⁷⁰, mais elle n'a pas réussi à s'attaquer au rôle central joué par les créanciers privés pour freiner le processus de réforme de la dette⁷¹.

LA DOMINATION DES CRÉANCIERS PRIVÉS

Les créanciers privés sont des entreprises ou des acteurs privés qui achètent des obligations et des bons souverains émis par divers États afin de financer leurs besoins. Les « fonds vautours » en sont un sous-ensemble. Ceux-ci ciblent les États au bord de la crise financière, du défaut de paiement ou de la restructuration en achetant à bas prix leurs obligations et leurs bons sur le marché secondaire, puis en faisant pression pour obtenir le remboursement intégral du prix des obligations en brandissant la menace de poursuites judiciaires. Les créanciers privés ont pris une longueur d'avance considérable sur les prêteurs bilatéraux, les devançant d'un ratio de 5 contre 1⁷². Les prêteurs privés détiennent désormais plus de la moitié de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire⁷³. Avec la crise mondiale de la dette qui s'annonce, il

est absolument primordial de résoudre ces problèmes afin d'éviter le pire scénario pour les prochaines années.

Cette montée en puissance des créanciers privés s'est accentuée avec la multiplication des crises de la dette, ceux-ci se retirant des marchés obligataires vulnérables des pays à revenu faible et intermédiaire, laissant soudainement ces derniers à court de liquidités et exposés au risque de défaut souverain⁷⁴. Ces crises ont aggravé l'ampleur des mesures d'austérité, avec plus de 75 % de la population mondiale contrainte de vivre sous un régime d'austérité en 2025⁷⁵. Cela nuit à l'accès aux services publics essentiels au détriment de l'égalité des genres et des droits humains en général, tout en profitant souvent aux investisseurs privés.

CRÉANCIERS PRIVÉS, CAUTIONS PUBLIQUES

Si les créanciers privés ne sont pas les seuls à fausser le système financier, ils jouent un rôle particulièrement néfaste dans l'intensification des crises de la dette. Les créanciers privés accordent nettement moins de mesures d'allègement de la dette⁷⁶, avec un écart d'autant plus prononcé pour les pays les plus pauvres. Un seul créancier privé participe à l'ISSD, l'Initiative de suspension du service de la dette⁷⁷. Pour s'en justifier, les créanciers privés invoquent la baisse de leurs bénéfices. Ils menacent même de se retirer et d'augmenter leurs taux d'intérêt (alors qu'ils appliquent déjà des taux d'intérêt plus élevés que les créanciers souverains et les institutions financières de développement). Ces efforts ont par ailleurs considérablement entravé l'accord sur le cadre commun pour la restructuration de la dette⁷⁸.

Les fonds vautours se sont révélés particulièrement destructeurs et sont parvenus à faire échouer des accords de restructuration qui auraient permis un allègement indispensable de la dette, en recourant à des tactiques juridiques pour extorquer aux pays des rendements pouvant atteindre 2 000 % sur leurs créances en difficulté⁷⁹.

Au cours de la dernière décennie, des clauses d'action collective plus strictes obligeant les créanciers privés majoritaires à accepter une restructuration ont commencé à être introduites dans les contrats obligataires, réduisant ainsi le risque de poursuites judiciaires par des fonds vautours. Mais toutes les obligations ou tous les prêts bancaires ne comportent pas ces clauses, si bien que la menace de poursuites judiciaires continue de peser sur les négociations concernant la restructuration de la dette⁸⁰. Après avoir été en défaut de paiement en 2022, le Sri Lanka a vu son processus de restructuration entravé par un créancier privé qui détenait une participation de blocage, c'est-à-dire qu'il détenait suffisamment d'obligations pour empêcher la majorité qualifiée nécessaire à l'approbation de la restructuration⁸¹. Alors que le Sri Lanka a réussi à restructurer sa dette auprès des détenteurs d'obligations souveraines⁸², ses efforts de restructuration auprès des créanciers privés demeurent entravés⁸³.

Dans les pays en développement, le coût élevé du financement découle également de la privatisation d'une fonction qui pourrait être publique : la cotation de crédit. Les agences privées des pays du Nord surestiment systématiquement les risques liés aux investissements

dans les pays du Sud, gonflant les taux d'intérêt et causant une perte estimée à 74,5 milliards de dollars en opportunités manquées. Ce phénomène, connu sous le nom de « prime africaine »⁸⁴, a incité les dirigeants africains à créer une agence de cotation africaine⁸⁵. Ces agences privées ont même menacé d'abaisser la cote des pays participant à l'ISSD⁸⁶.

Les créanciers privés opèrent dans un écosystème financier international extrêmement déséquilibré et fragile, qui est lui-même le fruit de l'incapacité à réformer l'architecture financière internationale depuis le début du siècle, ainsi que de l'imposition de programmes d'ajustement structurel et d'autres réformes économiques⁸⁷ qui ont enfermé de nombreux pays du Sud dans un cycle de dépendance à l'égard de la dette. Par exemple, les coûts de financement plus élevés pour les pays du Sud limitent leur marge de manœuvre budgétaire⁸⁸, ce qui aggrave les inégalités^{89,90}. En 2023, le système financier mondial a transféré plus de 263 milliards de dollars des pays du Sud vers les 1 % les plus riches dans les pays du Nord⁹¹.

4. LA VOIE À SUIVRE : SÉVILLE ET AU-DELÀ

Organisée à Séville, la prochaine Conférence sur le financement du développement offrira une opportunité très attendue pour changer de cap en réaffirmant la primauté de l'intérêt public sur l'oligarchie. Face au contexte géopolitique volatile et difficile, de nouvelles formes de coopération politique entre les pays et les mouvements sociaux sont essentielles. Cette génération peut s'inspirer des efforts du passé (par exemple, de l'esprit de Bandung et du Mouvement des non-alignés qui lui a succédé, cherchant à tracer une voie indépendante fondée sur la souveraineté, la solidarité et l'équité) qui ont vu des pays se rassembler autour d'une cause commune pour faire face aux inégalités croissantes et extrêmes. En tant que processus des Nations Unies, la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) met tous les pays sur un pied d'égalité. De nouvelles priorités doivent être fixées, à Séville et au-delà, notamment :

- 1. DE NOUVELLES ALLIANCES CONTRE LES INÉGALITÉS :** les pays du Sud et du Nord doivent œuvrer en coalition pour combattre les inégalités extrêmes, tant sur le plan national qu'international. Les États disposés à montrer la voie et à placer la solidarité au cœur de leur action peuvent réellement faire avancer la lutte contre le pouvoir oligarchique et monopolistique, garantir que les droits humains ne soient pas subordonnés aux profits privés, et proposer des services publics universels de haute qualité.

Ces derniers temps, des pays comme le Brésil, l'Afrique du Sud, le Mexique et l'Espagne ont fait preuve de leadership pour lutter contre les inégalités au niveau international. Une nouvelle « Alliance mondiale contre les inégalités » lancée par l'Allemagne et d'autres pays avec le soutien de Pathfinders et d'Oxfam, offre un cadre de coopération pour lutter contre les inégalités. Davantage de gouvernements devraient y adhérer⁹². Tous les pays devraient approuver une Initiative de réduction des inégalités à même de soutenir des mesures concrètes et

significatives, notamment en matière de redistribution et de transition vers des indicateurs qui ne se limitent pas au PIB⁹³.

- 2. REJETER LE CONSENSUS DE WALL STREET ET ADOPTER UNE APPROCHE AXÉE EN PRIORITÉ SUR LE SECTEUR PUBLIC** : les responsables de l'élaboration des politiques doivent repousser les tentatives récurrentes de présenter le secteur privé comme la solution au financement du développement, compte tenu des preuves de plus en plus nombreuses de ses failles et de son inefficacité. Cela implique de cesser d'accorder la priorité aux partenariats public-privé, en particulier pour les services publics essentiels, mais aussi de se détourner des approches dominées par le secteur privé et axées en premier lieu sur le financement privé. Une manière plus efficace de lutter contre les inégalités consiste, au contraire, à ce que les États jouent un rôle central dans le développement, en mettant l'accent sur le financement public et en garantissant la prestation de services publics universels, gratuits et de haute qualité, contribuant également à une transition juste. Cela inclut des services publics de santé et d'éducation à la fois accessibles et de haute qualité, mais exige aussi d'explorer des options publiques dans des secteurs allant des transports à l'énergie, ainsi que d'autres services de soins.

Pour concrétiser cette vision, incarnée dans la Déclaration de Santiago pour les services publics⁹⁴, les acteurs doivent adopter une approche axée en priorité sur le secteur public, fondée sur une prise de décision participative, impliquant la communauté et sensible au genre, réaffirmant le rôle de l'État en tant que principal fournisseur. Les États doivent agir comme des régulateurs publics responsables des marchés. Ils doivent être les principaux architectes des politiques économiques et industrielles, ainsi que des fournisseurs de services publics⁹⁵.

- 3. TAXER LES ULTRA-RICHES POUR L'HUMANITÉ ET POUR LA PLANÈTE** : C'est là où se trouve l'argent. Alors que la concentration extrême de richesse ne cesse de s'amplifier, les taux d'imposition effectifs sur la fortune des milliardaires avoisinent les 0,3 %, bien en deçà du taux de contribution des travailleurs et travailleuses moyennes. Il est temps de mettre en place une fiscalité efficace pour les ultra-riches, incluant une plus grande transparence et des mécanismes de lutte contre l'évasion fiscale. Là où le financement privé et les créanciers privés ont échoué, une fiscalité juste et progressive peut mobiliser les ressources nécessaires pour permettre aux pays d'agir en faveur du climat, des services publics universels, et bien plus encore.

Il est urgent d'agir pour taxer les ultra-riches afin de relever les défis pressants et de reconstruire la confiance sociale. Une bonne coopération internationale renforcerait grandement l'efficacité de la mise en œuvre L'accord mondial proposé par le Brésil en 2024 dans le cadre du G20 pour taxer les ultra-riches, et coordonner les efforts en ce sens a reçu le soutien de tou-te-s les dirigeant-es du G20, posant un jalon historique pour aller plus loin. Les importantes négociations en cours aux Nations Unies concernant une convention-cadre sur la coopération fiscale

internationale offrent maintenant une occasion cruciale de s'entendre sur des principes et sur un cap. Les pays partageant un intérêt commun pour un tel changement doivent unir leurs efforts et rejoindre cette initiative, notamment par le biais d'une plateforme collaborative d'action pour la taxation des ultra-riches.

L'idée de taxer les ultra-riches est par ailleurs incroyablement populaire. Un nouveau sondage mondial mené par Oxfam International et Greenpeace International révèle un soutien massif de l'opinion publique en faveur d'une augmentation des impôts sur les plus riches afin de financer les priorités en matière de développement. Les personnes interrogées se déclarent notamment favorables à une hausse des dépenses publiques pour l'éducation (89 %), les soins de santé publics (91 %) et la prise en charge des préjudices liés aux catastrophes climatiques (90 %). Mené dans 13 pays en mai et juin 2025, le sondage a également révélé que 86 % des personnes interrogées soutiennent le financement des services publics grâce à la suppression des échappatoires fiscales permettant aux personnes très fortunées et aux grandes entreprises de recourir aux paradis fiscaux⁹⁶.

- 4. RÉFORMER UNE ARCHITECTURE FINANCIÈRE INTERNATIONALE FAUSSÉE :** Les pays doivent soutenir des réformes significatives de l'architecture financière actuelle, qui continue d'alimenter la crise des inégalités. En plus de soutenir le processus de convention fiscale des Nations Unies, il faudrait ensuite adopter une convention sur la dette. Une telle convention pourrait rassembler au sein d'un forum multilatéral juridiquement contraignant les principales politiques mondiales relatives à la dette souveraine, notamment les principes de prêt et d'emprunt responsables, de transparence, d'analyse de la viabilité de la dette, d'application des accords de restructuration, ainsi que bien d'autres aspects essentiels⁹⁷.

Il faut rendre le FMI et la Banque mondiale plus représentatifs en réformant les quotes-parts, et leur objectif prioritaire doit être la réduction rapide des inégalités. À cette fin, le FMI doit allouer environ 200 milliards de dollars en Droits de tirage spéciaux (DTS) chaque année, et doubler la part destinée aux pays en développement.

- 5. RESTAURER L'AIDE MONDIALE CRITIQUE :** Les pays du Nord doivent quant à eux revenir rapidement sur les coupes catastrophiques récemment actées dans l'aide vitale et essentielle, et tenir leur promesse de longue date de consacrer au moins 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD). Ils doivent en outre verser des réparations aux populations de leurs anciennes colonies et s'engager à fournir au moins 5 000 milliards de dollars par an au titre de réparations climatiques.

RÉFÉRENCES

¹ Nations Unies (2015), Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development (dernière visite le avril 2025).

<https://sustainabledevelopment.un.org/frameworks/addisababaaactionagenda>.

² J. D. Sachs, G. Lafortune et G. Fuller (2024), Sustainable Development Report 2024 The SDGs and the UN Summit of the Future. *Sustainable Development Solutions Network* (dernière visite le 11 avril 2025). P. VIII.

s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2024/sustainable-development-report-2024.pdf

³ Banque mondiale (2025), Poverty and Inequality Platform (version 20250401_2021_01_02_PROD) [ensemble de données]. *Banque mondiale*, (dernière visite le 10 juin 2025). <https://pip.worldbank.org/home> d'après le seuil de 8,30 dollars en parités de pouvoir d'achat (2021).

⁴ FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2024), L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 – Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition. *FAO, Rome*. (dernière visite le 10 juin 2025). p. 10.

<https://openknowledge.fao.org/items/d5907579-a913-42ee-80fb-9aad078d5dc4> ; Forum économique mondial (2025), Global Gender Gap Report 2025. Dernière visite le 16 juin 2025. <https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2025/digest/>

⁵ OCDE (2025), Perspectives mondiales du financement du développement durable 2025 : Vers une architecture plus résiliente et inclusive. *Publication de l'OCDE, Paris* (dernière visite le 7 juin 2025). p. 26. https://www.oecd.org/fr/publications/perspectives-mondiales-du-financement-du-developpement-durable-2025_1af1c624-fr.html.

⁶ J. D. Sachs, G. Lafortune et G. Fuller (2024), Sustainable Development Report 2024 The SDGs and the UN Summit of the Future. *Sustainable Development Solutions Network* (dernière visite le 11 avril 2025). P. 98.

⁷ Les données sur la fortune des milliardaires proviennent de *Forbes*. L'augmentation du nombre de milliardaires a été établie en comparant les chiffres de mars 2015 à ceux de mars 2025. Les calculs pour les cinq super-milliardaires sont disponibles dans *L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme. Oxfam*. (dernière visite le 19 février 2025). p. 5. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-01/French%20-%20Davos%20Full%20Report%202025.pdf>.

⁸ Les profits des 1 % les plus riches se basent sur les données collectées par UBS. Entre 2015 et 2022, les 1 % les plus riches ont gagné 33 914 milliards de dollars en termes réels (après ajustement pour tenir compte de l'inflation). 2022 est la dernière année pour laquelle les données d'UBS sont disponibles. Il s'agit donc d'une estimation très prudente. Voir UBS (2023), *Global Wealth Report 2023*. Dernière visite le 12 juin 2025. https://www.ubs.com/global/en/family-office-uhnw/reports/global-wealth-report-2023/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_5684475_1708633751/col1/innergrid/xcol1/actionbutton_copy_co.1784379955.file/PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvd20vZ2xvYmFsl2ltZy9nbG9iYWwtZmFtaWx5SLW9mZmljZS9kb2NzL2d3ci0yMDIzLWVvLTluc6Rm/gwr-2023-en-2.pdf. Les données sur la pauvreté proviennent de la Banque mondiale. Selon nos calculs, il suffirait de 1 515 milliards de dollars pour mettre fin à la pauvreté dans le monde en utilisant le seuil de pauvreté de 8,30 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat pour 2021, le plus élevé des trois seuils de pauvreté de la Banque mondiale. Nous utilisons ce seuil, car il nous semble qu'il permet l'estimation la plus précise du nombre de personnes vivant dans la pauvreté à l'échelle mondiale. Pour calculer le montant requis pour éradiquer la pauvreté :

1. Nous convertissons le seuil de pauvreté de 8,30 dollars par jour dans la devise locale : facteur de la parité du pouvoir d'achat x 8,30.
2. Nous convertissons la devise locale en dollars américains, au taux de change du marché : devise locale/dollar américain au taux de change du marché. Les données sur le taux de change du marché proviennent de la Banque mondiale pour l'année 2024 ou l'année la plus récente (<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/PA.NUS.FCRF?end=2024&start=1960&view=chart>)
3. Nous calculons le montant requis chaque année pour mettre fin à la pauvreté dans chaque pays : produit des écarts de pauvreté, du seuil de pauvreté (b), de la population et du nombre de jours (365).
4. Nous obtenons le montant annuel requis pour éradiquer la pauvreté dans le monde : charge (c), soit 1 515 milliards de dollars. Ce montant ne représente que 4,5 % de la richesse acquise par les 1 % les plus riches entre 2015 et 2022. En d'autres termes, les 33 900 milliards de dollars américains amassés par les 1 % les plus riches entre 2015 et 2022 représentent 22,4 fois le montant nécessaire pour mettre fin à la pauvreté dans le monde.

See World Bank. (2024), [OLD VERSION] Reproducibility package for Poverty, Prosperity and Planet Report 2024. Accessed 12 June 2025. <https://reproducibility.worldbank.org/index.php/catalog/189>; World Bank. (2025), June 2025 global poverty update from the World Bank: 2021 PPPs and new country-data. Accessed 12 June 2025. <https://blogs.worldbank.org/en/opendata/june-2025-global-poverty-update-from-the-world-bank--2021-ppps-a>.

⁹ Based off of data collected by UBS. Voir UBS (2023), *Global Wealth Report 2023*. *UBS*. (Accessed 9 September 2024).

<https://www.ubs.com/global/en/family-office-uhnw/reports/global-wealth-report-2023/exploring.html>

¹⁰ Les données sur la fortune des milliardaires proviennent de *Forbes*. Les profits ont été déterminés en comparant la valeur nette en mars 2015 à celle de mars 2025, après ajustement pour tenir compte de l'inflation. Au cours de cette période, la fortune des milliardaires a augmenté de 6 500 milliards de dollars en termes réels pour atteindre 16 100 milliards de dollars (soit une augmentation de 68,2 %).

Leur fortune représente désormais l'équivalent de 14,6 % du PIB mondial. Voir Forbes (2025), 2025 World Billionaire List. Dernière visite le 12 juin 2025. <https://www.forbes.com/billionaires/>. Les données sur la pauvreté proviennent de la Banque mondiale ; voir la note 8 pour plus d'informations sur le calcul du montant requis pour mettre fin à la pauvreté.

¹¹ L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme. *Oxfam*. (dernière visite le 19 février 2025). p. 27. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-01/French%20-%20Davos%20Full%20Report%202025.pdf>.

¹² J. Gandour, R. Riddell, N. Ahmed. (23 September 2024) Multilateralism in an Era of Global Oligarchy How Extreme Inequality Undermines International Cooperation. *Oxfam* (dernière visite le 17 février 2025). P. 3. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-09/Multilateralism%20in%20an%20Era%20of%20Global%20Oligarchy%20FINAL%20-%20ENGLISH.pdf>

¹³ M.-B. Christensen, C. Hallum, A. Maitland, Q. Parrinello, and C. Putaruro. (janvier 2023), Survival of the Richest: How We Must Tax the Super-Rich Now to Fight Inequality. *Oxfam*. (dernière visite le 13 juin 2025). P 11. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621477/bp-survival-of-the-richest-160123-en.pdf>

¹⁴ Bank of England *Monetary Policy*: Quantitative Easing. <https://www.bankofengland.co.uk/monetary-policy/quantitative-easing>; International Monetary Fund (IMF). (2021), Fiscal Monitor April 2021. <https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2021/03/29/fiscal-monitor-april-2021>; N. Ahmed, et al. (2022), Inequality Kills: the unparalleled action needed to combat unprecedented inequality in the wake of COVID-19. *Oxfam*. P. 18. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621341/bp-inequality-kills-170122-en.pdf>.

¹⁵ Les données sur les ressources publiques et les fortunes privées proviennent du World Inequality Lab. On entend par ressources publiques la richesse nette détenue par les gouvernements locaux et centraux. Ces ressources publiques peuvent prendre différentes formes : actifs financiers, entreprises publiques, hôpitaux publics, etc. Les fortunes privées sont détenues par des acteurs privés, à savoir des particuliers et des fondations qui possèdent des entreprises, des obligations, des biens immobiliers et d'autres actifs en leur nom propre. Pour plus d'informations, voir :

World Inequality Lab (2022), World Inequality Report 2022. Chapter 3. (Dernière visite le 12 juin 2025). <https://wir2022.wid.world/>.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Les données sur les revenus, les fortunes privées et les ressources publiques dans le monde proviennent de World Inequality Lab (<https://wid.world/data/>). Nous nous concentrons sur le ratio entre les richesses nationales/mondiales et le revenu, car cela permet de dissocier le taux de croissance de l'économie de la croissance de la richesse. Selon le World Inequality Lab, lorsque le ratio fortunes privées/revenu augmente, le poids relatif des personnes qui possèdent du capital dépasse celui de celles qui vivent exclusivement de leurs revenus. Pour plus d'informations, voir World Inequality Lab (2022), World Inequality Report 2022. Chapter 3. Dernière visite le 12 juin 2025. <https://wir2022.wid.world/chapter-3/>.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ See A. Taneja, A. Kamande, C. Guharay Gomez, D. Abed, M. Lawson, N. Mukhia. (20 janvier 2025), L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme. *Oxfam*. (dernière visite le 19 février 2025). P 53-55. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-01/English%20-%20Davos%20Full%20Report%202025.pdf> Voir aussi : U. Gneiting, Y. Rodriguez. (18 mars 2024), How do the largest US corporations contribute to inequality?. *Oxfam*. P. 11. https://webassets.oxfamamerica.org/media/documents/Corporate_Inequality_Framework.pdf

²⁰ M.-B. Christensen, C. Hallum, A. Maitland, Q. Parrinello, and C. Putaruro. (janvier 2023), Survival of the Richest: How We Must Tax the Super-Rich Now to Fight Inequality. *Oxfam*. (dernière visite le 13 juin 2025). p. 11. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621477/bp-survival-of-the-richest-160123-en.pdf>

²¹ Wolfgang Streek.(2014). Buying Time: The Delayed Crisis of Democratic Capitalism. *Verso Books, London*. P. 49-84.

²² See, e.g., M.J. Romero. (10 July 2015) Laying bare the true cost of private sector involvement in development. *The Guardian* (Accessed 12 June 2025). <https://www.theguardian.com/global-development/2015/jul/10/true-cost-private-sector-involvement-development-finance-summit-ppp>;

A. Chowdhury, J. K. Sundaram. (24 août 2020), World Bank's 'Mobilizing Finance for Development' not financing development. *K.S. Jomo*. (dernière visite le 12 juin 2025).

<https://www.ksjomo.org/post/world-bank-s-mobilizing-finance-for-development-not-financing-development>

²³ Oxfam International.(11 June 2025). Biggest-ever aid cut by G7 members a death sentence for millions of people, says Oxfam. *Oxfam International*. (Accessed 12 June 2025). <https://www.oxfam.org/en/press-releases/biggest-ever-aid-cut-g7-members-death-sentence-millions-people-says-oxfam>

²⁴ D. Gabor (2020), The Wall Street Consensus. *Center for Open Science*. P 31-32. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/dech.12645>

²⁵ World Bank. (2 avril 2015), From billion to Trillions: Transforming Development Finance. Development Committee Discussion Note. *Banque mondiale*, (Accessed 27 March 2025). <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/622841485963735448-0270022017/original/DC20150002EFinancingforDevelopment.pdf>

²⁶ J. Ghosh. (14 mai 2024), The "Billion to Trillions" Charade. *Project Syndicate*. (Accessed 17 April 2025). <https://www.project-syndicate.org/commentary/private-sector-investment-will-not-close-climate-financing-gap-by-jayati-ghosh-2024-05#:~:text=Multilateral%20development%20banks%20and%20international,for%20climate%20and%20development%20finance.>

- ²⁷ D. Gabor. (2020), The Wall Street Consensus. *Center for Open Science*. P 3. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/dech.12645>
- ²⁸ R. Riddell, N. Ahmed, A. Maitland, M. Lawson and A. Taneja. (janvier 2024), Inequality Inc. How corporate power divides our world and the need for a new era of public action. *Oxfam* (Accessed 13 March 2025). <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-01/Davos%202024%20Report-%20English.pdf>. K. Bayliss, E. V. Waeyenberge, "Unpacking the Public Private Partnership Revival," *The Journal of Development Studies*, vol. 54.4, (2018), P. 586.
- ²⁹ World Bank. (2024) International Debt report 2024. World Bank Group. (dernière visite le 11 juin 2025). P. IX. <https://www.worldbank.org/en/programs/debt-statistics/idr/products>
Voir aussi : I. Gill. (11 décembre 2024), For developing economies, the finance landscape has become a wasteland. *Blogs de la Banque mondiale*. (Accessed 12 June 2025). <https://blogs.worldbank.org/en/voices/for-developing-economies-the-finance-landscape-has-become-a-wasteland>
- ³⁰ MDB Task Force on Mobilization. (February 2025). Mobilization of Private Finance by Multilateral Development Banks and Development Finance Institutions 2023. P 15. <https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/2025/2023-joint-report-mobilization-of-private-finance-by-mdbs-dfis.pdf>
- ³¹ Organization for Economic Cooperation and Development. (19 janvier 2023), Private Finance Mobilized by Official Development Finance Interventions. Development Co-operation Directorate. (dernière visite le 25 mars 2025). P 38-43. https://www.oecd.org/en/publications/private-finance-mobilised-by-official-development-finance-interventions_c5fb4a6c-en.html
- ³² MDB Task Force on Mobilization. (February 2025). Mobilization of Private Finance by Multilateral Development Banks and Development Finance Institutions 2023. P 6. <https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/2025/2023-joint-report-mobilization-of-private-finance-by-mdbs-dfis.pdf>
- ³³ Organization for Economic Cooperation and Development. (19 janvier 2023), Private Finance Mobilized by Official Development Finance Interventions. Development Co-operation Directorate. (dernière visite le 25 mars 2025). P 11-16. https://www.oecd.org/en/publications/private-finance-mobilised-by-official-development-finance-interventions_c5fb4a6c-en.html
- ³⁴ World Bank. (juillet 2015), From Billions to Trillions: MDB Contributions to Financing for Development. World Bank Group. (Accessed 11 June 2025). P 2. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/602761467999349576/pdf/98023-BR-SecM2015-0233-IDA-SecM2015-0147-IFC-SecM2015-0105-MIGA-SecM2015-0061-Box391499B-0U0-9.pdf>
- ³⁵ S. Attridge, L. Engen. (2019), Blended finance in the poorest countries: The need for a better approach. ODI Report, Overseas Development Institute (ODI). (dernière visite le 4 avril 2025). P 38. <https://odi.org/en/publications/blended-finance-in-the-poorest-countries-the-need-for-a-better-approach/>
- ³⁶ N. Lee. (11 février 2025), The MDB Role in "Billions to Trillions": Were We Delusional?. *Center for Global Development*. (Accessed 10 June 2025). <https://www.cgdev.org/blog/mdb-role-billions-trillions-were-we-delusional>
- ³⁷ A. Banga. (3 avril 2025), Development is how we compete, grow, and stay secure. *Blogs de la Banque mondiale*. (dernière visite le 6 avril 2025). <https://blogs.worldbank.org/en/voices/development-is-how-we-compete-grow-and-stay-secure>
- ³⁸ S. Languille, M. R. Balsera. (March 2025). Financing Education in Lower-Income Countries: are PPPs the cost-effective solution?. In *Research Handbook on Education Privatization and Marketization*. P. 293-306. Edward Elgar Publishing; Jomo KS, et al., "Public-Private Partnerships and the 2030 Agenda for Sustainable Development: Fit for purpose?," DESA Working Paper No. 148, *UN Department of Economic and Social Affairs*, February 2016, 15, https://www.un.org/esa/desa/papers/2016/wp148_2016.pdf; Kate Bayliss and Elisa Van Waeyenberge, "Unpacking the Public Private Partnership Revival," *The Journal of Development Studies*, vol. 54.4, (2018), p. 586;
- D. Gabor, N. S. Sylla. (23 décembre 2020), Planting budgetary time bombs in Africa: the Macron Doctrine En Marche. *Groupe d'études géopolitiques*. (dernière visite le 18 mai 2025). <https://geopolitique.eu/en/2020/12/23/planting-budgetary-time-bombs-in-africa-the-macron-doctrine-en-marche/>
- ³⁹ OMS (17 janvier 2023), Public-private partnerships for health care infrastructure and services: policy considerations for middle-income countries in Europe. World Health Organization. (dernière visite le 15 mai 2025). P 20. <https://www.who.int/europe/publications/i/item/9789289058605>
- ⁴⁰ A. Marriott. (2014), A Dangerous Diversion: Will the IFC's flagship health public-private partnership bankrupt Lesotho's Ministry of Health? *Oxfam International*. (dernière visite le 17 avril 2025). P 2. <https://www.oxfam.org/en/research/dangerous-diversion>
- ⁴¹ S. Languille, M. R. Balsera. (March 2025). Financing Education in Lower-Income Countries: are PPPs the cost-effective solution?. In *Research Handbook on Education Privatization and Marketization*. P. 293-306. Edward Elgar Publishing.
- ⁴² C. R. Enriquez (ed.). (1 June 2023) Corporate Capture of Development: Public-Private Partnerships, Women's Human Rights, and Global Resistance. P 3-6.
- ⁴³ World Inequality Database (9 June 2025). Colonial extraction and unequal exchange have shaped two centuries of North-South inequality. (Accessed 13 June 2025) <https://wid.world/news-article/unequal-exchange-and-north-south-relations/>
- ⁴⁴ D. Gabor. (2020), The Wall Street Consensus. *Center for Open Science*. P 31-32. <https://ideas.repec.org/p/osf/socarx/wab8m.html>
- ⁴⁵ C. R. Enriquez (ed.). (1 June 2023) Corporate Capture of Development: Public-Private Partnerships, Women's Human Rights, and Global Resistance. P 3-6.

- ⁴⁶ R. Riddell, N. Ahmed, A. Maitland, M. Lawson and A. Taneja. (janvier 2024), Inequality Inc. How corporate power divides our world and the need for a new era of public action. Oxfam (dernière visite le 13 mars 2025). P 41-46. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-01/Davos%202024%20Report-%20English.pdf>
- ⁴⁷ J. E. Stiglitz (22 July 2016). Inequality and Economic Growth. *The Political Quarterly*, Vol 86. I s1. P146-149. https://business.columbia.edu/sites/default/files-efs/imce-uploads/Joseph_Stiglitz/Inequality%20and%20Economic%20Growth_0.pdf
- ⁴⁸ P. Alston. (26 septembre 2018), Report of the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights. United Nations General Assembly. (dernière visite le 11 juin 2025). P 12-13. <https://docs.un.org/en/A/73/396>
- ⁴⁹ D. Hall, PSIRU. (janvier 2014), Why Public-Private Partnerships Don't Work: The Many Advantages of the Public Alternative. Public Services International Research Unit, University of Greenwich. (dernière visite le 3 juin 2025). P 35-40. https://pop-umbrella.s3.amazonaws.com/sites/default/files/documents/research/rapport_eng_56pages_a4_lr_0.pdf ; Eurodad, *History RePPeated - How Public-Private Partnerships are Failing*, 2018, 5, <https://www.eurodad.org/historyrepppeated>.
- ⁵⁰ R. Riddell, N. Ahmed, A. Maitland, M. Lawson and A. Taneja. (janvier 2024), Inequality Inc. How corporate power divides our world and the need for a new era of public action. Oxfam (dernière visite le 13 mars 2025). P 43. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-01/Davos%202024%20Report-%20English.pdf>
- ⁵¹ A. Marriott. (Juin 2023). Tendances malsaines : En quoi le financement des hôpitaux privés à but lucratif par les gouvernements des pays riches et la Banque mondiale est préjudiciable et pourquoi il faut y mettre fin. Oxfam (dernière visite le 23 février 2025). P 19-25. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/sick-development-how-rich-country-government-and-world-bank-funding-to-for-prof-621529/>
- ⁵² A. Marriott. (Juin 2023). Tendances malsaines : En quoi le financement des hôpitaux privés à but lucratif par les gouvernements des pays riches et la Banque mondiale est préjudiciable et pourquoi il faut y mettre fin. Oxfam (dernière visite le 23 février 2025). P 15-17. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/sick-development-how-rich-country-government-and-world-bank-funding-to-for-prof-621529/>
- ⁵³ Eurodad. (1 December 2022). History RePPeated II: Why Public-Private Partnerships are not the solution. (Accessed May 7th 2025) P. 15-17. https://www.eurodad.org/historyrepppeated2?utm_campaign=newsletter_1_12_2022&utm_medium=email&utm_source=eurodad
- ⁵⁴ Eurodad. (1 December 2022). History RePPeated II: Why Public-Private Partnerships are not the solution. (Accessed May 7th 2025) P. 37-39. https://www.eurodad.org/historyrepppeated2?utm_campaign=newsletter_1_12_2022&utm_medium=email&utm_source=eurodad
- ⁵⁵ Food and Water Watch. (February 2016). The State of Public Water in the United States. *Food and Water Watch*. (Accessed 15 June 2025). P. 3-7. https://web.archive.org/web/20230702234757/https://foodandwaterwatch.org/wp-content/uploads/2021/03/report_state_of_public_water.pdf
- Voir aussi : X. Zhang, M. G. Rivas, M. Grant, M. E. Warner. (2022). Water Pricing and Affordability in the US: public vs. private ownership. *Water Policy* V. 24. I. 3. P. 500-516. (Accessed 16 June 2025). <https://doi.org/10.2166/wp.2022.283>
- ⁵⁶ A. Borsa, G. Bejarano, M. Ellen, JD. Bruch. Evaluating trends in private equity ownership and impacts on health outcomes, costs, and quality: systematic review. *BMJ*. 2023 Jul 19;382:e075244. doi: 10.1136/bmj-2023-075244. PMID: 37468157; PMCID: PMC10354830. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC10354830/#sec30>
- ⁵⁷ A Gupta, et al., Owner Incentives and Performance in Healthcare: Private Equity Investment in Nursing Homes, *The Review of Financial Studies*, Volume 37, Issue 4, April 2024, Pages 1029–1077, <https://doi.org/10.1093/rfs/hhad082>
- ⁵⁸ S. Donnan, J. Deaux, D. Flatley. (12 février 2025), Trump Advisers Look to Shift US Foreign Aid to Wall Street Ally. Bloomberg. (Accessed 14 March 2025). <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-02-12/trump-advisers-look-to-shift-us-foreign-aid-to-wall-street-ally>. P. Fabricius. (26 février 2025), UK Chancellor of the Exchequer — foreign aid cut because of threats to Europe. *Daily Maverick*. (Accessed 14 March 2025). https://www.dailymaverick.co.za/article/2025-02-26-uk-chancellor-of-the-exchequer-foreign-aid-cut-because-of-threats-to-europe/?dm_source=dm_block_grid&dm_medium=card_link&dm_campaign=business-maverick.
- ⁵⁹ P. Fabricius. (26 février 2025), UK Chancellor of the Exchequer — foreign aid cut because of threats to Europe. *Daily Maverick*. (Accessed 14 March 2025). https://www.dailymaverick.co.za/article/2025-02-26-uk-chancellor-of-the-exchequer-foreign-aid-cut-because-of-threats-to-europe/?dm_source=dm_block_grid&dm_medium=card_link&dm_campaign=business-maverick
- ⁶⁰ Outcome document of the Fourth International Conference on Financing for Development. 16 June 2025. <https://financing.desa.un.org/sites/default/files/ffd4-documents/2025/Compromiso%20de%20Sevilla%20for%20action%2016%20June.pdf>.
- ⁶¹ S. Donnan, J. Deaux, D. Flatley. (12 février 2025), Trump Advisers Look to Shift US Foreign Aid to Wall Street Ally. Bloomberg. (Accessed 14 March 2025). <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-02-12/trump-advisers-look-to-shift-us-foreign-aid-to-wall-street-ally>; D. Gabor. (22 février 2025), How to DOGE USAID. *Phenomenal World*. (Accessed 14 March 2025). <https://www.phenomenalworld.org/analysis/how-to-doge-usaid/>.
- ⁶² CSO Joint Paper. (July 2023) civil Society calls for rethink of World Bank's Evolution Roadmap as part of wider reforms to highly unequal global financial architecture. (dernière visite le 23 avril 2025). P 4-7. https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3170/attachments/original/1688546047/CSO_reaction_to_WBG_evolution_roadmap_FINAL.pdf?1688546047.
- ⁶³ CSO Joint Paper. (July 2023) civil Society calls for rethink of World Bank's Evolution Roadmap as part of wider reforms to highly unequal global financial architecture. (dernière visite le 23 avril 2025). P 4-7.

https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3170/attachments/original/1688546047/CSO_reaction_to_WBG_evolution_roadmap_FINAL.pdf?1688546047.

⁶⁴ CNUCED (2024), A World of Debt Report 2024: A Growing Burden to Global Prosperity. *UNCTAD*. P.11-13. Fig. 9. (Accessed 20 August 2024). <https://unctad.org/publication/world-of-debt>. Voir aussi UNCTAD (May 2020). Topsy-turvy World: Net transfer of Resources from Poor to Rich Countries. P.-2-3. By forcing governments to adopt policies friendly to private foreign investment, financial transfers are just one manifestation of a broader appropriation of real resources, that is, of raw materials and expended labor. See N.S. Sylla. (2023), Imperialism and the Political Economy of Global South's Debt. (Research in Political Economy, Vol. 38). Imperialism and Global South's Debt: Insights from Modern Monetary Theory, Ecological Economics, and Dependency Theory, op. cit. pp.208-10; see also G. Moyo. (2024), Africa in the Global Economy: Capital Flight, Enablers, and Decolonial Responses, op cit., pp.82-83. J. Hickel, M. H. Lemos, and F. Barbour. (2024), 'Unequal Exchange of Labour in the World Economy'. *Nature Communications*, 15, Article No. 6298. <https://doi.org/10.1038/s41467-024-49687-y>.

⁶⁵ Figures from the Debt Watch Database 2024, used in the publication: DFI and Norwegian Church Aid (NCA) (2024). Resolving the Worst Ever Global Debt Crisis: Time for a Nordic initiative? <https://www.kirkensnodhjelp.no/contentassets/c1403acd5da84d39a120090004899173/>.

⁶⁶ Development Finance International. (9 octobre 2024), Country Debt Service Burdens 2024. Development Finance International. (dernière visite le 8 juin 2025). P. 1-3.

https://www.development-finance.org/files/Country_Debt_Service_Burdens_2024_TABLE_09.10.2024.pdf

⁶⁷ Development Finance International. (octobre 2023). The Worst Ever Global Debt Crisis: New Data from Debt Service Watch. P. 4-5. (Accessed 21 August 2024). https://developmentfinance.org/files/Debt_Service_Watch_Briefing_Final_Word_EN_0910.pdf

⁶⁸ Development Finance International. (octobre 2023). The Worst Ever Global Debt Crisis: Putting Climate Adaptation Spending Out of Reach. (9 mai 2025), P 3-5 https://www.development-finance.org/files/Debt_Service_Watch_Briefing_Climate_COP28_FINAL_281123.pdf

⁶⁹ World Bank. Record IDA Replenishment Essential as Debt Crisis Looms. January 31, 2024

<https://www.worldbank.org/en/news/feature/2024/01/31/record-ida-replenishment-essential-as-debt-crisis-looms>; M. Estevao. (28 mars 2022), Are We Ready for the Coming Spate of Debt Crises? Blogs de la Banque mondiale. (Accessed 26 April 2025).

<https://blogs.worldbank.org/en/voices/are-we-ready-coming-spate-debt-crisis>

⁷⁰ T. Woolfenden. (27 novembre 2023), The Colonial Roots of Global South Debt. *Debt Justice*. (dernière visite le 12 avril 2025). P 34-36.

<https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/09/The-colonial-roots-of-global-south-debt.pdf>

⁷¹ J. Gandour, R. Riddell, N. Ahmed. (23 September 2024) Multilateralism in an Era of Global Oligarchy

How Extreme Inequality Undermines International Cooperation. P 10-11. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-09/Multilateralism%20in%20an%20Era%20of%20Global%20Oligarchy%20FINAL%20-%20ENGLISH.pdf>

⁷² M. Estevao. (28 mars 2022), Are We Ready for the Coming Spate of Debt Crises? Blogs de la Banque mondiale. (Accessed 26 April 2025).

<https://blogs.worldbank.org/en/voices/are-we-ready-coming-spate-debt-crisis>

⁷³ J. Gandour, R. Riddell, N. Ahmed. (23 September 2024) Multilateralism in an Era of Global Oligarchy

How Extreme Inequality Undermines International Cooperation. P 10. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-09/Multilateralism%20in%20an%20Era%20of%20Global%20Oligarchy%20FINAL%20-%20ENGLISH.pdf>

⁷⁴ Banque mondiale (3 décembre 2024), Developing Countries Paid Record \$1.4 Trillion on Foreign Debt in 2023. Banque mondiale (Accessed 10 April 2025). <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2024/12/03/developing-countries-paid-record-1-4-trillion-on-foreign-debt-in-2023>

⁷⁵ I. Ortiz, M. Cummins. (septembre 2022), End Austerity: A Global report on Budget Cuts and Harmful Social Reforms in 2022-2025.

(Accessed March 2025) P 11.

https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3039/attachments/original/1664184662/Austerity_Ortiz_Cummins_FINAL_26-09.pdf?1664184662

⁷⁶ M. Schlegl, C. Trebesch, M. L. J. Wright. (May 2019). The Seniority Structure of Sovereign Debt. Working Paper 25793. National Bureau of economic Research. (dernière visite le 2 juin 2025). P 9. https://www.nber.org/system/files/working_papers/w25793/w25793.pdf

⁷⁷ J. Gandour, R. Riddell, N. Ahmed. (23 September 2024) Multilateralism in an Era of Global Oligarchy

How Extreme Inequality Undermines International Cooperation. P 11. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-09/Multilateralism%20in%20an%20Era%20of%20Global%20Oligarchy%20FINAL%20-%20ENGLISH.pdf>

⁷⁸ J. Gandour, R. Riddell, N. Ahmed. (23 September 2024) Multilateralism in an Era of Global Oligarchy

How Extreme Inequality Undermines International Cooperation. P 10-11. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-09/Multilateralism%20in%20an%20Era%20of%20Global%20Oligarchy%20FINAL%20-%20ENGLISH.pdf>

⁷⁹ African Development Bank Group. Vulture Funds in the Sovereign Debt Context. (Accessed 12 May 2025).

<https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/african-legal-support-facility/vulture-funds-in-the-sovereign-debt-context#:~:text=Vulture%20funds%20buy%20debt%20often,fees%20300%25%2D2000%25.>

⁸⁰ K. Chung, and M. G. Papaioannou. (7 août 2020), Do Enhanced Collective Action Clauses Affect Sovereign Borrowing Costs? Document de travail du FMI. (dernière visite le 20 mai 2025). P. 23-28. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2020/08/07/Do-Enhanced-Collective-Action-Clauses-Affect-Sovereign-Borrowing-Costs-48960>

- ⁸¹ R. Wigglesworth. (8 septembre 2023), The Mysterious Global Financier suing Sri Lanka. Financial Times. (Accessed 4 June 2025). <https://www.ft.com/content/663cc8e6-e2ad-4f25-b473-ea2f33c6b4f6>
- ⁸² J. Cotterill, M. Ratnaweera. (26 juin 2024), Sri Lanka reaches deal with creditor nations over \$5.8bn of debt. (Accessed 4 June 2025) <https://www.ft.com/content/e4c3c9bc-ba68-4a46-99a8-4ffb651e0dc7>
- ⁸³ S. Fernando. (4 mai 2025), HRB case: US court grants SL discovery to challenge bondholder's standing. The Morning. (Accessed 4 June 2025). <https://www.themorning.lk/articles/D0mJJqyAacqlr8aBn0Zc>
- ⁸⁴ Strategy, Analysis, and Research Team. (3 avril 2023), Lowering The Cost of Borrowing in Africa - The Role of Sovereign Credit Ratings. UNDP. (dernière visite le 19 avril 2025). P. 35-40. <https://www.undp.org/africa/publications/lowering-cost-borrowing-africa-role-sovereign-credit-ratings>
- ⁸⁵ African Union. (7 février 2025), African leaders convene on establishment of homegrown solution, the Africa Credit Rating Agency. Union africaine (Accessed 15 June 2025). <https://au.int/en/pressreleases/20250207/african-leaders-convene-establishment-homegrown-solution-africa-credit-rating>. For more on the need to reform credit rating agencies, see: D. Cash, M. Khan.(2024). Rating the Globe: Reforming Credit Rating Agencies for an Equitable Financial Architecture. United Nations University Center for Policy Research. (Accessed 14 June 2025). https://collections.unu.edu/eserv/UNU:9832/rating_the_globe.pdf
- ⁸⁶ J. Gandour, R. Riddell, N. Ahmed. (23 September 2024) Multilateralism in an Era of Global Oligarchy How Extreme Inequality Undermines International Cooperation. P 11. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-09/Multilateralism%20in%20an%20Era%20of%20Global%20Oligarchy%20FINAL%20-%20ENGLISH.pdf>
- ⁸⁷ For more on the effects of ERAPs in Africa in the 20th century, see Structural Adjustment as an Inadvertent Enemy of Human Development in Africa, Macleans A. Geo-Jaja and Garth Mangum, Journal of Black Studies, Vol. 32, No. 1 (Sep. 2001), pp. 30-49
- ⁸⁸ United Nations Conference on Trade and Development. (25 novembre 2024), High cost of finance stifles development deepens inequalities: United Nations Conference on Trade and Development. (Accessed 1 April 2025). <https://unctad.org/news/high-cost-finance-stifles-development-deepens-inequalities-un-trade-and-development-chief>
- ⁸⁹ T. Woolfenden. (27 novembre 2023), The Colonial Roots of Global South Debt. Debt Justice. (dernière visite le 12 avril 2025). P 34-36. <https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/09/The-colonial-roots-of-global-south-debt.pdf>
- ⁹⁰ J. Gandour, R. Riddell, N. Ahmed. (23 September 2024) Multilateralism in an Era of Global Oligarchy How Extreme Inequality Undermines International Cooperation. P 10-11. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2024-09/Multilateralism%20in%20an%20Era%20of%20Global%20Oligarchy%20FINAL%20-%20ENGLISH.pdf>
- ⁹¹ A. Taneja, A. Kamande, C. Guharay Gomez, D. Abed, M. Lawson, N. Mukhia. (20 janvier 2025), L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme. Oxfam (dernière visite le 7 avril 2025). P 9. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-01/English%20-%20D'avos%20Full%20Report%202025.pdf>
- ⁹² Center on International Cooperation. (3 June 2025). Leaders Launch Global Alliance Against Inequality at the Hamburg Sustainability Conference. *New York University Center on International Cooperation*. (Accessed 13 June 2025). <https://cic.nyu.edu/resources/leaders-launch/global-alliance-against-inequality-at-the-hamburg-sustainability-conference/>.
- ⁹³ Oxfam.(2025). Sevilla 2025. A Once in a Decade Opportunity to Tackle Inequality and Achieve Global Justice. *Oxfam*. <https://oi-files-d8prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-04/OXFAM%20FFD%20POSITION%20PAPER%202025.pdf>.
- ⁹⁴ People Over Profit. (26 janvier 2023), Our Future is Public: Santiago Declaration for Public Services. (Accessed April 2025). <https://peopleoverprofit.it/resources/news/our-future-is-public-santiago-declaration-on-public-services?id=13578&lang=en>
- ⁹⁵ R. Juhász, N. Lane, E. Oehlsen, and V. C. Pérez (March 2023). Trends in Global Industrial Policy. UNIDO Policy Brief Series: Insights on Industrial Development. (Accessed 31 January 2024). <https://iap.unido.org/articles/trends-global-industrial-policy>
- ⁹⁶ Le sondage, commandité conjointement par Greenpeace International et Oxfam International, a été mené par le bureau d'études de marché Dynata en mai et juin 2025 en Afrique du Sud, en Allemagne, au Brésil, au Canada, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Inde, en Italie, au Kenya, au Mexique, aux Philippines et au Royaume-Uni. Ensemble, ces pays représentent près de la moitié de la population mondiale. Tous les résultats sont disponibles : <https://oxfam.app.box.com/s/700c3cprfmno7jbdxoz0x8efzfuvexb>
- ⁹⁷ Eurodad (octobre 2024). UN framework convention on sovereign debt - Building a new debt architecture for economic justice. (Accessed 7 May 2024). https://www.eurodad.org/un_framework_convention_on_sovereign_debt

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui, en collaboration avec ses partenaires et alliés, s'adresse à des millions de personnes dans le monde entier. Ensemble, nous nous attaquons aux inégalités pour mettre fin à la pauvreté et à l'injustice, aujourd'hui et à long terme - pour un avenir égalitaire. Pour plus d'informations, veuillez écrire à l'une des agences ou consulter le site www.oxfam.org.

Oxfam America (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australia (www.oxfam.org.au)

Oxfam-in-Belgium (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brasil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombia (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Germany (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Denmark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam India (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón(Spain) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Ireland (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italy (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexico (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Netherlands) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam South Africa (www.oxfam.org.za)

KEDV (www.kedv.org.tr)

Photo de couverture : Favela et quartiers huppés adjacents à São Paulo, Brésil.
Photo de Danny Lehman.

